

Cinq infos économiques à retenir en 2022



Chariot hypermarché

1/ Consommation: des caddies nettement moins remplis

Conséquence directe de l'inflation: depuis plusieurs mois, la consommation alimentaire exprimée en volume s'effondre. Le montant du ticket de caisse est à la hausse, mais le caddie est moins rempli. Avec des produits alimentaires qui ont augmenté en moyenne de 15% sur un an et l'inflation qui porte essentiellement sur l'alimentaire, les consommateurs sont contraints à certaines coupes drastiques.

Depuis début 2022, les volumes de produits alimentaires achetés ont diminué de 9%. Pour limiter la hausse des prix, les Français diminuent donc les achats: l'heure est à la privation pour certains. La chute actuelle des volumes nous ramène aux niveaux de consommation qui étaient ceux de 2007.

En parallèle, les enseignes de grande distribution font également état d'une descente en gamme dans les choix de produits. Ceux qui achetaient des «marques nationales» (Barilla, Coca-Cola, Nestlé, Andros, etc.) ont tendance à se replier vers les marques de distributeurs, moins chères.

2/ Emissions de gaz à effet de serre: la France renoue avec la baisse, mais...

Bonne nouvelle: après l'effet rebond post-covid enregistré en 2021, les émissions métropolitaines de gaz à effet de serre (GES) ont reculé de 2,5% en 2022. Elles ont atteint un niveau estimé à 408 millions de tonnes de CO₂ équivalent, selon les résultats provisoires publiés le 30 mars dernier par le Citepa.

Cela tient au choc économique de l'inflation post-covid et à la guerre en Ukraine, auquel s'ajoute la météo clémente de l'hiver. Les baisses d'émissions de GES l'an dernier ont été surtout le fait du secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires. Les émissions liées aux transports, surtout routier, ont, elles, dérivé (+3 MtCO_{2e}, soit +2%) ainsi que celle du secteur de l'énergie (+3,6MtCO_{2e}, soit +8%).

Les politiques structurelles, notamment pour isoler massivement et efficacement les logements, contraindre les transports et déployer à court terme les énergies «bas carbone» rapidement mobilisables (l'éolien terrestre et le solaire photovoltaïque), qui permettraient de faire reculer les émissions de 408 millions de tonnes de CO₂ en 2022 à 80 millions de tonnes visées en 2050 pour atteindre la neutralité carbone (soit un rythme annuel de l'ordre de 5,5% par an) font toujours défaut.

3/ Pauvres un jour, pauvres toujours

«*Quand on veut, on peut!*» Si vous croisez de temps en temps un penseur libéral, vous avez forcément déjà eu droit au refrain selon lequel la responsabilité individuelle et le mérite déterminent l'essentiel de la fortune ou la misère d'un individu. La prochaine fois que vous les croiserez, pensez à vous munir de la dernière publication de l'INSEE sur le sujet. Elle se penche sur la trajectoire de revenu des individus en France entre 2003 et 2019. Et montre que les niveaux de revenu des individus bougent très peu dans le temps. 62% des personnes appartenant au 1^{er} quintile de revenu (les 20% les plus pauvres) en 2019 étaient déjà de ce quintile en 2003. De même, 63% des 20% les plus riches en 2019 l'étaient déjà 16 ans auparavant. Cette immobilité est particulièrement forte tout en haut et tout en bas de la distribution, les

catégories intermédiaires de revenus étant peu mobiles.

Derrière ces moyennes se cachent des différences: les jeunes et les indépendants sont un peu plus mobiles. Sur le plan géographique, les pauvres en Île-de-France ont plus de chances de s'en sortir que ceux du Nord et du Nord-Est.

Dernière observation: l'immobilité sociale est plus forte en France qu'aux Etats-Unis, à la fois chez les pauvres et chez les riches.

4/ Non-recours: des prestations de plus en mal connues

Pourquoi certaines personnes ne sollicitent-elles pas les aides auxquelles elles ont droit? Lorsque l'on pose la question aux Français, comme vient de le faire la Drees, ces derniers donnent sans surprise comme premières raisons le manque d'information et la complexité des démarches.

La fréquence de la réponse ayant trait au manque d'information décline toutefois, au profit d'une autre explication: la crainte de subir des conséquences négatives, comme la peur de perdre d'autres droits ou de rencontrer des problèmes, passée de 8% des opinions en 2016 à 18% aujourd'hui.

Fait inquiétant, l'enquête révèle une baisse de la connaissance des aides parmi la population. En 2016, plus de 60% des répondants affirmaient avoir «entendu parler» d'au moins 7 des 9 prestations mentionnées par le questionnaire. Ils ne sont plus que 50% aujourd'hui. La connaissance précise des aides, c'est-à-dire du public cible, est également en baisse.

Ce recul concerne toutes les catégories sociales, mais il est plus marqué chez les plus modestes – sauf les bénéficiaires d'une ou plusieurs prestations – et les moins de 25 ans. Ces derniers sont seulement 15% à connaître assez précisément 4 dispositifs. Une évolution alarmante.

5/ Inégalités de revenus: les femmes plombées par la maternité

Mesdames, vous voulez l'égalité? Commencez par ne pas faire d'enfants! C'est, si l'on veut être provoquant, la conclusion qu'il faut tirer d'une récente étude de France Stratégies sur les facteurs d'inégalité des chances. Les auteurs mettent en évidence le rôle-clé des naissances dans les inégalités hommes-femmes, en étudiant les trajectoires des revenus des hommes et des femmes avant et après qu'ils aient eu leur premier enfant, et en la comparant avec celles de leurs homologues qui n'en ont pas.

Résultat: alors que les revenus des pères sont globalement peu affectés (voire augmentent pour ceux d'origine sociale favorisée!), ceux des mères plongent d'environ 20% cinq ans après la naissance, ce qui contribue à expliquer près de 60% des inégalités de genre en matière de revenu.

Autrement dit, «*les femmes gagneraient environ 10% de moins que les hommes en l'absence d'enfant contre environ 25%*», selon les résultats de l'étude. Peut-on espérer que le fardeau de la «conciliation travail-famille» soit un jour mieux partagé? Ou faudra-t-il une grève des ventres pour remédier à ces inégalités de moins en moins tolérées?

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après **Alternatives Economiques** du 13 Avril 2023 <https://www.alternatives-economiques.fr/consommation-alimentaire-degringole-4-autres-infographies-a-ne-rater/00106616>